

Etienne Lapointe

Université du Québec à Montréal

Publié au début de l'été 2015 et fruit d'une réflexion débutée en 2012, alimentée par de nombreuses discussions avec amis et collègues[1], l'essai du sociologue et professeur à l'UQAM Jacques Beauchemin[2] invite à léguer aux générations futures « notre projet pour le Québec tel que nous le comprenons aujourd'hui. Ce que nous relayons au futur, c'est cette intention qui nous vient de loin et dont nous nous serons fait les interprètes en notre temps »[3]. L'auteur en appelle à « ce devoir immémorial qui nous revient de faire le monde »[4] et de régler, une fois pour toute, la question nationale en mettant fin à l'ambivalence qui serait caractéristique de l'identité québécoise par l'accomplissement de cette intention de « nos ancêtres », cette « immense prétention à la liberté »[5] qu'est le projet souverainiste. On le voit, Beauchemin fait de la souveraineté du Québec une intention historique dont l'aboutissement ne serait qu'une question de temps, à condition, bien entendu, que les tenants du projet assument leurs responsabilités face à l'histoire et surmontent la fatigue dont ils seraient victimes[6].

L'appel du professeur Beauchemin est divisé en quatre petits chapitres dont le premier, « Cent fois sur le métier », est consacré à introduire sa réflexion et à exposer la position qu'il défend, à savoir l'urgence pour le Québec d'accéder à la souveraineté politique avant l'épuisement complet des forces souverainistes. Dans le second chapitre intitulé « Le temps révolu de la nation ? », l'auteur avance l'idée qu'un nouveau paradigme s'est mis en place au tournant des années 1990 quant à la légitimité du projet indépendantiste québécois. Ce nouveau paradigme rendrait suspect ce projet collectif qui se serait désarticulé en embrassant le pluralisme identitaire né d'une approche démocratique axée sur les droits individuels avant tout. Le chapitre suivant trace rapidement l'évolution de l'identité québécoise depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale en insistant sur l'ambivalence qui caractériserait cette identité en raison de la perte des repères et des certitudes que procuraient l'identité canadienne-française d'avant. Désormais, l'identité québécoise n'est plus clairement définie, plaçant les Québécois devant l'impossibilité de répondre à la question « Qui est québécois? ». Enfin, dans le dernier chapitre, Beauchemin tente de refaire le lien avec le passé canadien-français qui est, selon lui, le fondement même du projet indépendantiste.

La position de Beauchemin est sans équivoque : le mouvement souverainiste est à la croisée des chemins. Pour l'auteur, l'urgence d'agir repose en grande partie sur le fait qu'on assiste désormais à un changement de paradigme quand vient le temps d'aborder la question nationale. En effet, jusqu'à récemment, l'existence d'une nation québécoise aurait fait consensus au sein de la population. Ainsi, tant les tenants de l'indépendance que ceux qui s'y opposent s'entendaient sur l'idée de « [f]ormer nation et devoir nous battre pour elle »[7]. Or, le doute se serait installé quant à la justesse de cette notion et le discours souverainiste serait devenu suspect[8] au point d'abandonner le « nous » qui est au cœur de l'argumentation de Beauchemin. Ce doute serait, quant à lui, alimenté par l'idée que le projet indépendantiste et le nationalisme qui

ont servi de « pôle identificateur »<sup>[9]</sup> depuis le 18<sup>e</sup> siècle seraient incompatibles avec les concepts de pluralisme et de diversité sociale qui ont rendus les « sociétés [...] réfractaires à l'idée de cette référence unique »<sup>[10]</sup>.

Pour Beauchemin, le référent identitaire que constitue la nation repose d'abord sur l'histoire ainsi que sur un passé et des traditions auxquels il est du devoir des Québécois de rester fidèles<sup>[11]</sup>. Ainsi, l'histoire est appelée en renfort afin d'assurer à Beauchemin une stratégie argumentative à la hauteur de l'ambition de son essai : convaincre ici que l'indépendance est un devoir envers les ancêtres qui ont lutté pour la défense et la préservation d'une identité canadienne-française. L'auteur appelle d'ailleurs à une réconciliation des Québécois avec leur passé canadien-français<sup>[12]</sup> que la Révolution tranquille a décrit comme une tare<sup>[13]</sup>. Or, s'il est judicieux de se préserver de porter des jugements trop sévères sur les acteurs d'autrefois, il peut aussi être dangereux de glorifier le passé.

Voir dans le passé les traces d'un destin est un piège dans lequel tombe allègrement Beauchemin qui ne se gênera pas pour déplorer le rapport qu'auraient aujourd'hui les Québécois avec leur histoire nationale<sup>[14]</sup>. Ainsi, en voulant inclure dans les livres d'histoire « ceux et celles, Amérindiens, femmes ou encore ouvriers, qui en auraient été exclus »<sup>[15]</sup>, les historiens se retrouveraient dans l'incapacité d'écrire une histoire partagée autour de laquelle pourraient se rassembler les membres de la collectivité. Or, ce que Beauchemin semble oublier ou ignorer, c'est que l'histoire nationale à laquelle il fait référence et qui ne tient pas compte de ces « exclus » dans la trame narrative qui, selon lui, donne un sens à l'idée de nation québécoise, n'est pas une histoire nationale, mais plutôt l'histoire d'un groupe au sein d'une société beaucoup plus complexe que cette histoire ne le laisse penser. Là où Beauchemin déplore l'absence « d'enseignements à valeur universelle », on ne peut que voir la mise en place d'une histoire qui fait fi de l'universel parce que celui-ci n'est qu'un miroir aux alouettes dans lequel le sociologue admire le reflet de « sa » nation. Beauchemin se plaint d'un « relativisme historique »<sup>[16]</sup> et parle de « déchéance du grand récit national »<sup>[17]</sup>, deux éléments qui contribuent, selon lui, au détournement de sens d'un événement comme le 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec. S'il est vrai que des politiciens ou des journalistes ont tenté de récupérer ces célébrations à des fins politiques ou partisans, il est tout aussi vrai que l'histoire, telle que semble la percevoir Beauchemin, aurait pu être détournée au profit d'un projet politique autre que la souveraineté du Québec. N'en déplaise au professeur Beauchemin, là n'est pas le rôle ni de l'histoire, ni de l'historien.

L'essai de Jacques Beauchemin constitue un effort louable de la part d'un militant qui se dit fatigué et qui cherche à presser ceux qui partagent sa vision du destin politique du Québec à réaliser l'indépendance de celui-ci avant l'épuisement complet. Si le projet d'indépendance est tout à fait légitime, il apparaît que les arguments développés dans cet essai ne sont pas de nature à convaincre les indépendantistes qui ne voient pas la souveraineté comme la réalisation d'un vieux rêve d'affirmation nationale. La conception de la nation, indissociable de l'État, à laquelle Beauchemin semble attaché mériterait d'être revue. En fait, ne serait-il pas erroné, au 21<sup>e</sup> siècle, de lier encore nation et État<sup>[18]</sup>? Si la souveraineté du Québec est l'accomplissement d'un « destin lumineux » dont la pertinence est inscrite dans le passé et les traditions, comment

convaincre ceux qui ne s'identifient pas à cette trame narrative d'adhérer au projet? Bien que l'idée de l'indépendance du Québec doive d'abord être l'œuvre de ce que Beauchemin appelle la majorité historique<sup>[1]</sup>, il n'en demeure pas moins que cette majorité doit arriver à convaincre ceux qui n'en font pas partie du bien-fondé de faire le pays afin d'assurer une cohésion et une pleine participation de chacun à ce legs aux générations futures. Jusqu'à maintenant, on ne peut que souligner l'échec souverainiste à cet égard.

---

[1] Jacques Beauchemin, *La souveraineté en héritage*, Montréal, Boréal, 2015, p. 167.

[2] Jacques Beauchemin est aussi l'auteur de *L'Histoire en trop* et de *La société des identités*. On note qu'il a agi comme sous-ministre au sein du gouvernement péquiste de Pauline Marois. À ce titre, il travaillait à la modernisation de la Charte de la langue française, projet qui a été interrompu par la défaite du Parti québécois à l'élection générale d'avril 2014.

[3] Jacques Beauchemin, *La souveraineté en héritage.*, p. 162.

[4] *Ibid.*

[5] *Ibid.*, p. 142.

[6] *Ibid.*, p. 146.

[7] *Ibid.*, p. 41.

[8] *Ibid.*

[9] *Ibid.*, p. 43.

[10] *Ibid.*, p. 44.

[11] Beauchemin partage cette vision des usages du passé avec d'autres sociologues comme Mathieu Bock-Côté et Joseph-Yvon Thériault. À cet égard, voir Mathieu Bock-Côté, *La dénationalisation tranquille : mémoire, identité et multiculturalisme dans le Québec post référendaire*, Montréal, Boréal, 2007, 211 p.; Joseph-Yvon Thériault, *Critique de l'américanité : mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec-Amériques, 1995, 386 p. Pour un débat plus large sur l'instrumentalisation de l'histoire au Québec, le débat récent sur l'enseignement de l'histoire au secondaire est fort instructif. À ce sujet, voir le dossier thématique du *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no 2, hiver 2007.

[12] Jacques Beauchemin, *op. cit.*, p. 101-105.

[13] *Ibid.*, p. 82.

[14] *Ibid.*, p. 113-122.

[15] *Ibid.*, p. 116.

[16] *Ibid.*, p. 118. Si on se fie aux références qu'il offre, ce que Beauchemin appelle du « relativisme historique » est en fait l'œuvre de deux éditorialistes de *La Presse*, en l'occurrence André Pratte et Alain Dubuc. On conviendra que la rigueur scientifique ne fait pas nécessairement partie du type de discours qui est ici pointé du doigt.

[17] *Ibid.*, p. 117.

[18] N'est-ce pas Arjun Appadurai qui, en 1996, annonçait la fin de l'État-nation « en tant que forme politique complexe »? Voir, Arjun Appadurai, *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2001, p. 54. Voir particulièrement la troisième partie de cet ouvrage : « Les lieux post nationaux ».

[19] Jacques Beauchemin, *op. cit.*, p. 23.